



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 juin 2014  
Français  
Original: anglais

---

## Troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe

### Comité préparatoire

#### Première session

Genève, 14 et 15 juillet 2014

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

### Examen du cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015

## Document final de la sixième Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, 22 au 26 juin 2014, Bangkok (Thaïlande)

### Note du secrétariat

1. Dans sa résolution 67/209 datée de décembre 2012, l'Assemblée générale, attendant avec intérêt la tenue des dispositifs régionaux prévus en 2014, a souligné l'importance de la coordination régionale dans le cadre du processus préparatoire de la troisième Conférence mondiale.
2. La sixième Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue à Bangkok du 22 au 26 juin 2014, a adopté la déclaration suivante:

*«Sixième Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe*

*Bangkok, Royaume de Thaïlande, 22 au 26 juin 2014*

*Déclaration de Bangkok sur la réduction des risques de catastrophe en Asie et dans le Pacifique 2014*

Nous, ministres et chefs de délégation des États d'Asie et du Pacifique participant à la sixième Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, organisée par le Gouvernement du Royaume de Thaïlande à Bangkok, du 22 au 26 juin 2014;

*Profondément préoccupés* par les risques croissants de catastrophe et les effets de plus en plus graves de ces catastrophes dans la région de l'Asie et du Pacifique, notamment le typhon géant Haiyan aux Philippines et les inondations en Thaïlande, en Chine et en Inde, les séismes au Pakistan et les séismes et les tsunamis en Indonésie et au Japon, ainsi que par le nombre croissant de catastrophes de moyenne ou faible ampleur qui ont provoqué d'immenses pertes sociales, économiques et environnementales dans cette région

GE.14-06748 (F) 010714 170714



\* 1 4 0 6 7 4 8 \*

Merci de recycler



et par les effets néfastes des changements climatiques, que les pays ressentent déjà de plus en plus durement;

*Saluant* les résultats obtenus grâce au Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015, qui a permis d'élaborer des politiques et d'établir des dispositifs en vue de la réduction des risques de catastrophe, d'approfondir la compréhension des risques, de renforcer les systèmes d'alerte rapide, de mieux sensibiliser le public et de renforcer l'éducation à la réduction des risques de catastrophe, ainsi que de renforcer les capacités de réaction, tout en reconnaissant qu'il reste à faire pour remédier aux lacunes et difficultés non négligeables que pose la mise en œuvre des cinq priorités définies dans le Cadre d'action;

*Prenant note* du résumé établi par le Président de la quatrième session du Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe, tenue en 2013, dans lequel il est demandé à tous les gouvernements et à toutes les parties prenantes de s'attaquer aux causes profondes des risques;

*Prenant également note* du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro en 2012, intitulé "L'avenir que nous voulons", qui appelle à prendre de toute urgence des mesures visant à atténuer les risques de catastrophe et à accroître la résilience dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté, pour que ces considérations soient prises en compte, le cas échéant, dans les politiques, plans, programmes et budgets à tous les niveaux;

*Prenant note en outre* de la résolution 68/211 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci s'est félicitée des travaux des réunions et forums régionaux qui ont apporté une contribution essentielle aux consultations sur le cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 et a invité toutes les parties prenantes et leurs réseaux à s'engager à soutenir l'élaboration du cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015;

*Saluant* le rôle de premier plan joué par les Gouvernements de la République populaire de Chine, de la République de l'Inde, de la Malaisie, de la République de Corée, de la République d'Indonésie et du Royaume de Thaïlande, qui ont accueilli successivement la Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, et les progrès faits dans la mise en œuvre des déclarations adoptées par chacune de ces conférences;

*Ayant conscience* de la nécessité de se concentrer sur les causes des risques et leur origine anthropique, notamment les changements climatiques et la variabilité du climat, ainsi que sur la réduction des risques actuels, sur les mesures à prendre pour éviter l'accumulation de nouveaux risques et sur les catastrophes qui passent inaperçues et les catastrophes en série, qui aggravent la vulnérabilité des populations pauvres;

*Reconnaissant* l'importance des modes de développement axés sur l'humain, qui atténuent les effets des facteurs d'incertitude et accroissent la capacité des communautés locales de se préserver par elles-mêmes, en s'inspirant notamment de la philosophie de l'autosuffisance économique de Sa Majesté le Roi de Thaïlande, auquel le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a décerné le «Human Development Lifetime Achievement Award»;

*Prenant note avec satisfaction* de la participation de groupes de parties prenantes et des partenariats avec ces groupes, dont i) les organisations d'enfants et de jeunes et les organisations centrées sur l'enfance, ii) les organisations de la société civile, iii) les personnes et les organisations concernées par la question du handicap, iv) les personnes et les organisations s'intéressant à la condition de la femme et aux questions liées au genre, v) les maires et les autorités locales, vi) les médias, vii) les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, viii) les parlementaires, ix) le secteur privé,

x) les parties prenantes de la Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe venant des secteurs scientifique, technologique et universitaire, ainsi que de l'engagement qu'ils ont volontairement pris de soutenir les politiques et les programmes nationaux de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience;

*Étant conscients* que le Cadre d'action de Hyogo a montré qu'il faut intégrer pleinement la gestion des risques de catastrophe et des risques climatiques aux plans et programmes de développement pour pouvoir réaliser le développement durable et éliminer la pauvreté. Les priorités d'action au titre du Cadre d'action seront ainsi définies plus précisément, ce qui permettra de classer les risques par ordre de priorité et de s'y attaquer dans le cadre de politiques publiques prévoyant des mesures efficaces de gestion des risques à tous les niveaux mises en œuvre dans une action concertée, menée avec la participation de toutes les parties prenantes, dont les rôles et les responsabilités seront définis plus clairement;

*Se rendant compte* des progrès faits en matière d'alerte rapide, d'éducation et de sensibilisation, de préparation aux catastrophes, d'intervention et de relèvement, et soulignant qu'il faut continuer de les renforcer aux échelons régional, national et local afin de contribuer au renforcement de la résilience et au développement durable;

*Ayant conscience* de l'importance du rôle que jouent la science et les technologies dans la promotion de la prévention et de l'atténuation des risques en renforçant les capacités des autorités nationales, infranationales et locales et la collaboration entre la communauté scientifique, les décideurs et les professionnels afin de promouvoir une interface scientifique plus solide entre la politique et la pratique au service de la réduction des risques de catastrophe et de la résilience;

*Prenant note avec satisfaction* des consultations multipartites menées ces deux dernières années par des gouvernements, des organisations intergouvernementales et d'autres parties prenantes d'Asie et du Pacifique, qui ont abouti à l'élaboration du document de base intitulé "*Asia-Pacific input document for the post-2015 framework for disaster risk reduction (HFA2)*", dans lequel des questions prioritaires à examiner au titre du cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 sont présentées et un projet de voie à suivre décrit;

*Recommandant* d'inscrire le document intitulé "*Asia Pacific input document for HFA2*" au nombre des contributions régionales aux délibérations de la Troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe qui se tiendra à Sendai (Japon) du 14 au 18 mars 2015;

*Ayant conscience* du rôle central et de la responsabilité des gouvernements dans l'élaboration et l'application de politiques de réduction des risques de catastrophe et la mise en place de dispositifs nationaux de réduction des risques de catastrophe dans leurs pays respectifs;

*Considérant* qu'il est nécessaire que toutes les parties prenantes appliquent les principes de la transparence et de la responsabilité au financement et aux activités de mobilisation de ressources liés à la réduction des risques de catastrophe et à la résilience;

*Appellent tous les gouvernements et toutes les parties prenantes à prendre les mesures suivantes:*

*Augmentation de la résilience à l'échelon local:* Encourager la mise en place systématique d'approches communautaires intégrées axées sur la résilience dans la planification du développement local; promouvoir une approche exhaustive de la sécurité à l'école; favoriser la résilience des villages face aux catastrophes afin qu'ils constituent une base solide pour les activités communautaires de réduction des risques menées à l'échelon local; encourager l'intégration et les réseaux de volontaires ainsi que les réseaux

communautaires; renforcer le rôle des femmes à la tête des activités de renforcement de la résilience; établir des partenariats entre la population locale, les autorités locales et le secteur privé et mettre en place des mécanismes de responsabilisation en veillant en particulier à ce que les groupes spécialement exposés, tels que les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et d'autres groupes défavorisés, participent concrètement et apportent une contribution positive; s'appuyer sur les connaissances traditionnelles et présenter les connaissances scientifiques sous une forme simple, accessible et intelligible; encourager l'élaboration et l'application de lois et de règlements visant à réduire l'exposition aux risques; tenir compte du rôle joué par les stratégies de réduction des risques de catastrophe fondées sur les écosystèmes et intégrer la résilience des moyens de subsistance et la gestion des ressources naturelles dans le cadre d'une approche globale des communautés résilientes face aux catastrophes, en particulier dans les zones côtières et montagneuses.

*Amélioration de l'investissement public en faveur des activités de gestion des catastrophes et des risques climatiques, afin de préserver et de poursuivre les progrès dans le domaine du développement:* Encourager des investissements prenant en compte les risques de catastrophe et prévoir des mesures de responsabilisation dans les plans de développement transversaux; renforcer la capacité qu'ont les institutions de produire, d'analyser et d'utiliser des informations relatives aux risques dans la planification du développement et l'application des plans de développement; tenir compte des avantages des stratégies de protection financière afin de promouvoir des investissements publics résilients, en particulier dans les zones où les risques de catastrophe sont élevés.

*«Rôle du secteur privé – Partenariats entre le secteur public et le secteur privé pour la réduction des risques de catastrophe:* Encourager le passage de mesures d'intervention en cas de catastrophe à des investissements tenant compte des risques dans le cadre de l'organisation des activités; intensifier le dialogue entre toutes les parties prenantes pour déterminer ce qui fait obstacle à la mise en place d'un environnement propice aux partenariats, notamment entre les secteurs public et privé; promouvoir l'élaboration de règlements, de mesures d'incitation et d'outils de nature à inciter le secteur privé, en particulier les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, à mieux gérer les risques; renforcer les engagements pris par le secteur privé en vue d'intégrer l'évaluation des risques et d'utiliser les informations relatives aux risques dans la prise de décisions et dans la pratique, ce qui contribuerait à la durabilité et à la résilience des entreprises et de l'environnement dans lequel elles opèrent.

*Science et technologie:* Promouvoir l'utilisation et le développement de la science et de la technologie ainsi que l'innovation; intensifier les échanges entre les communautés d'acteurs de la science, de la technologie et de l'innovation pour obtenir des effets de synergie; rendre l'innovation et la technologie accessibles, disponibles et abordables pour les pouvoirs publics et les populations locales par l'intermédiaire du développement et du transfert de technologie; échanger des pratiques optimales et des données par la diffusion libre et la création de réseaux, notamment; promouvoir l'évaluation des dangers et des risques, l'élaboration de scénarios et d'autres travaux de recherche et études portant sur la réduction des risques de catastrophe; donner aux pays les moyens d'améliorer la collecte et l'échange de données comparables sur les pertes dues aux catastrophes, les dangers et les facteurs de vulnérabilité afin de recenser les pratiques optimales.

*Amélioration de la gouvernance, de la transparence et de l'obligation de rendre des comptes:* Renforcer les mécanismes de surveillance des flux financiers et de la transparence pour veiller à ce que les fonds et les ressources fournis aux fins de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résilience parviennent bien à leurs destinataires, en particulier au niveau local, avec diligence et de manière prévisible et responsable.

*Cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015:* Apporter une contribution au débat mondial sur le cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015; élaborer un plan de mise en œuvre du mécanisme destiné à succéder au Cadre d'action de Hyogo après 2015 (CAH2) en Asie et dans le Pacifique en étroite concertation avec les pays de la région et avec leur appui sans réserve; participer à l'élaboration d'un mécanisme renforcé de suivi et d'examen permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 et les engagements pris pendant les plates-formes régionales pour la réduction des risques de catastrophe; promouvoir l'enseignement supérieur, la formation et la recherche en vue du perfectionnement professionnel des acteurs de la réduction des risques de catastrophe.

*Amélioration de la cohérence entre le cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 et les processus parallèles concernant les objectifs de développement durable et les dispositions relatives aux changements climatiques:* Accorder une place importante à la gestion des risques de catastrophe et des risques liés aux changements climatiques aux échelons national et régional dans le cadre de l'élaboration du programme de travail sur le développement durable pour l'après-2015; promouvoir l'évaluation des risques de catastrophe dans les politiques et les programmes de développement; promouvoir, selon que de besoin, des stratégies de développement durable améliorant notre capacité de gérer durablement les ressources naturelles et de réduire les risques de catastrophe; envisager d'intégrer la réduction des risques de catastrophe dans tous les secteurs du développement en s'appuyant sur des cadres juridiques et institutionnels et sur des dispositifs d'allocation de ressources plus transparents; exprimer l'espoir que le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable et le Forum politique de haut niveau pour le développement durable étudieront suffisamment le renforcement de la résilience face aux catastrophes, en tant que volet prioritaire du programme de travail sur le développement pour l'après-2015; encourager toutes les parties prenantes, y compris les autorités nationales et locales, les communautés, les organisations internationales et le secteur privé, à traiter les questions de la réduction des risques, des changements climatiques et du développement durable d'une manière cohérente.

*Avons décidé:*

*D'inviter* le Gouvernement du Royaume de Thaïlande, hôte de la sixième Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe – et les gouvernements des États de la région de l'Asie et du Pacifique, en concertation avec le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et les membres du Partenariat Asie de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes à se faire l'écho des messages énoncés dans la Déclaration de Bangkok sur la réduction des risques de catastrophe (ci-après «la Déclaration») dans le cadre du processus mondial de préparation de la Troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, qui se tiendra en mars 2015;

*D'encourager* l'intégration des mesures énoncées dans la présente déclaration dans les politiques, stratégies et plans d'action nationaux, la diffusion des engagements pris par les gouvernements et les groupes de parties prenantes et la présentation des progrès accomplis lors de la prochaine Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe;

*De demander* aux autorités nationales et aux autres parties prenantes, notamment le système des Nations Unies, les autres organisations intergouvernementales et régionales pertinentes, les institutions financières internationales, les groupes régionaux et interrégionaux, les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les organisations de la société civile et leurs réseaux d'appuyer la mise en œuvre du cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 et, en particulier, le "plan d'application régional du mécanisme destiné à succéder au Cadre d'action de Hyogo après

2015 en Asie et dans le Pacifique” et les mesures prioritaires énoncées dans la présente déclaration, et d’établir au sein du Partenariat Asie de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes un groupe de travail technique chargé de réaliser une étude visant à promouvoir les liens et les effets de synergie entre les stratégies et les plans de réduction des risques de catastrophe nationaux, sous-régionaux et régionaux en Asie et dans le Pacifique;

*De demander* au Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, en sa qualité de centre de liaison de l’ensemble du système des Nations Unies pour les activités de coordination de la réduction des risques de catastrophe, de renforcer ses capacités régionales et, en concertation avec les partenaires du système de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, de mettre en place un système de surveillance plus efficace qui sera à la disposition de tous les gouvernements et de toutes les organisations intergouvernementales et d’examiner régulièrement l’état d’avancement du mécanisme destiné à succéder au Cadre d’action de Hyogo après 2015; faciliter les partenariats entre toutes les parties prenantes en vue de l’élaboration du “plan d’application régional du mécanisme destiné à succéder au Cadre d’action de Hyogo après 2015 en Asie et dans le Pacifique”; de continuer d’organiser la plate-forme régionale et de faire office de secrétariat du Partenariat Asie de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes; de gérer les questions techniques et, en collaboration avec les États et avec ses partenaires, de fournir des données à l’appui de la mise en œuvre du mécanisme destiné à succéder au Cadre d’action de Hyogo après 2015;

*D’accueillir avec satisfaction* les déclarations relatives aux engagements volontaires des parties prenantes figurant dans les annexes I à X<sup>1</sup> et le rapport sur la suite donnée à la Déclaration de Yogyakarta figurant dans l’annexe XI, qui font partie intégrante de la Déclaration, et d’inviter tous les groupes de parties prenantes à participer à l’élaboration du “plan d’application régional du mécanisme destiné à succéder au Cadre d’action de Hyogo après 2015 en Asie et dans le Pacifique” et à rendre compte périodiquement, lors des réunions des plates-formes régionales, de la mise en œuvre des déclarations relatives à leurs engagements volontaires;

*D’exprimer* leur sincère gratitude au Gouvernement et au peuple thaïlandais pour la généreuse hospitalité dont ils ont fait preuve en accueillant et en organisant la sixième Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, et d’attendre avec intérêt la septième Conférence ministérielle, qui se tiendra en 2016.

*Adoptée* le 26 juin 2014, à Bangkok».

---

<sup>1</sup> Disponible à l’adresse suivante: <http://6thamcdrr-thailand.net/6thamcdrr/Outcome-Documents>.